

de tous les autres gouvernements exilés, Bénéš et ses adeptes, dès le début, adoptèrent démonstrativement une orientation pro-russe. La bourgeoisie tchèque libérale prouva qu'elle voyait assez loin pour comprendre qu'elle ne pouvait survivre qu'en étant d'accord avec Moscou, et en faisant à Moscou toutes les concessions nécessaires. Contrairement aux autres gouvernements, Bénéš forma à Londres un large cabinet de Front populaire, qui incluait les stalinien. Aussitôt que l'Armée rouge commença à se mouvoir vers l'est, Bénéš courut à Moscou et ensuite à Kosice, en Slovaquie, où un nouveau cabinet de Front populaire fut créé en avril 1945, sur le même modèle que les premiers cabinets de Roumanie, de Bulgarie, etc. Toute la politique de Bénéš consista à ne pas mécontenter Moscou et à maintenir fermement l'alliance avec les staliniens tchèques. Il a adapté sa politique au programme social des staliniens ; quand le Kremlin exigea l'abandon des Carpathes d'Ukraine, elles lui furent accordées sans récriminations. Bénéš ne disputa même pas quand une partie importante de l'industrie tchèque fut démantelée et transportée en Russie, sous prétexte qu'il s'agissait de biens appartenant aux nazis. Il fit preuve d'un esprit de « coopération » tel qu'il réussit à obtenir, pendant les tout premiers temps, le retrait de presque toutes les troupes d'occupation de l'armée rouge, et récemment, d'après l'*Economist* de Londres, le Kremlin a « généreusement fait don » à la Tchécoslovaquie « des grandes entreprises allemandes de pétrole synthétique à Baix, en Bohême ».

Et parce que la bourgeoisie libérale tchèque s'aplatit pour garder ses relations amicales avec le Kremlin, le gouvernement de Front populaire a survécu en Tchécoslovaquie plus ou moins dans sa forme primitive. Un autre facteur-clé, naturellement, est que le pays est

beaucoup plus riche, beaucoup plus développé industriellement, beaucoup moins dévasté par la guerre que ses autres voisins orientaux. Son redressement a donc été plus rapide, et a rendu les problèmes de gouvernement quelque peu plus faciles. Les staliniens, qui étaient puissants même avant la guerre, sont maintenant apparus comme le parti unique le plus puissant. Pour ces raisons, le régime, bien que loin d'être libéral dans le sens traditionnel, a été beaucoup moins violent que celui de ses voisins, et les staliniens se sont sentis suffisamment en sécurité pour permettre récemment des élections plus ou moins libres, d'où ils sortirent comme parti dirigeant.

En contraste frappant avec la politique de Bénéš, celle du gouvernement polonais exilé de Londres, dominé par les mêmes « colonels » qui dirigèrent la politique polonaise pendant deux décades, demeura obstinément antisoviétique. Même en exil, ils continuèrent leur jeu insensé, aventuriste, essayant d'exciter les puissances occidentales contre la Russie. Le Kremlin devint de plus en plus hostile à ce gouvernement et méfiant à son égard. Finalement, en 1943, quand l'orientation antisoviétique du gouvernement de Londres s'éleva avec éclat, le Kremlin rompit les relations diplomatiques et forma son propre gouvernement fantôme en exil. Pendant l'hiver de 1944, d'accord avec le Kremlin, un nouveau gouvernement provisoire fut créé à Lublin, composé de démocrates polonais (P.P.S.), de staliniens, du parti paysan et du parti démocratique, sur la base que tous ses participants en « relations amicales » avec la Russie, acceptaient de collaborer avec les staliniens polonais, et consentaient au partage de la Pologne, c'est-à-dire à renoncer aux frontières polonaises d'avant guerre à l'Est.

Le régime polonais

Ce nouveau gouvernement, bien qu'il présentât formellement une coalition du même type que celle du reste de l'Europe orientale, constituait en réalité, à peu de chose près, un gouvernement de front stalinien, composé d'obscurs staliniens polonais, d'agents déclarés du Guépéou, de sociaux-démocrates sans aucun passé politique et d'un assortiment varié de bureaucrates réactionnaires et de généraux des régimes polonais d'avant guerre. Comme d'habitude, la police se trouvait entre les mains d'un stalinien sur lequel on pouvait compter, Stanislaw Radkiewicz, agent du Guépéou, qui fut chargé du ministère de l'Intérieur dans le nouveau gouvernement. Le Kremlin ne pouvait pas faire mieux. Tous les staliniens polonais dirigeants connus avaient été, depuis longtemps, liquidés au cours de sanglantes épurations. Et il en était de même des sociaux-démocrates éminents. Les autres s'étaient enfuis à l'étranger. En ce qui concerne les politiciens bourgeois connus et influents, ils avaient adhéré au gouvernement de Londres. Le nouveau gouvernement polonais n'était donc que l'affaire de quelques personnes choisies avec soin, s'appuyant sur les baïonnettes de l'étranger, jouissant de très peu de sympathies parmi la population indigène. On doit se souvenir que Staline se sentait si peu sûr de sa position et craignait le gouvernement de Londres à tel point, qu'il ne voulait pas que ce

dernier ait la moindre part à la « libération » du pays et qu'il laissa le soulèvement de Varsovie être noyé dans le sang par les nazis, plutôt que de conquérir Varsovie avec le général Bor comme partenaire.

Le caractère brutal du régime polonais était déterminé par son influence négligeable sur la population et la campagne sans merci que les leaders polonais en exil menaient contre lui. Il y a trois organisations militaires distinctes qui opèrent aujourd'hui en territoire polonais et combattent le gouvernement polonais actuel : l'Armée polonaise de l'intérieur (*Armja Krakova*), les Forces militaires nationales (NSZ) dirigées par Bielicki, du gouvernement de Londres, et les Démocrates nationaux. Tous les trois constituent des formations fascistes ou semi-fascistes, avec leur presse clandestine, leur organisation politique, etc. Le gouvernement polonais — pure et simple dictature policière — a ainsi fort à faire, organisant constamment des expéditions punitives, arrêtant des milliers d'oppositionalistes, etc. Au début, l'Armée rouge elle-même arrêta des milliers de dissidents et les déporta en Russie. D'après Radkiewicz, leur nombre est à peu près de 5.000. Les correspondants bourgeois donnent des chiffres beaucoup plus élevés. Comme ceci fut cause d'une indignation sans bornes parmi les Polonais nationalistes et se retourna contre le gouvernement, cette pratique ne fut

pas continuée, et la police spéciale polonaise entreprit la tâche de « pacifier » la population.

Après la conférence de Yalta, où l'Angleterre et l'Amérique exigèrent que le régime polonais soit « démocratisé », le cabinet fut élargi pour inclure plusieurs personnalités politiques bourgeoises éminentes avec Mikolaczkyk, chef du parti paysan, en tête, et incluant aussi Jan Stanczyk, un social-démocrate important. Mais cette tentative de stabiliser une coalition entre les représentants de la bourgeoisie et les staliniens ne réussit pas plus en Pologne qu'elle n'avait réussi en Bulgarie ou en Roumanie. Les deux tendances sociales divergentes que les deux côtés rivaux voulaient faire coopérer prouvèrent qu'elles étaient incompatibles. Mikolaczkyk devint bientôt le point de ralliement pour tous ces divers groupes qui constituent l'opposition capitaliste au gouvernement : les formations militaires fascistes ; les chefs hiérarchiques de l'Eglise catholique, dirigée en Pologne par le politicien pilsudskien, le cardinal Hlond ; les propriétaires fonciers et les propriétaires d'usines dépossédés ; des éléments de la classe moyenne et des paysans, qui souffrent de grandes privations et sont saignés à blanc par les pillages de l'Armée rouge et les brutalités du régime policier qui règne sur eux. Bien qu'officiellement Mikolaczkyk fasse encore partie du bloc gouvernemental, en réalité il se trouve à la tête de l'opposition capitaliste-réactionnaire au gouvernement. Encouragé par l'offensive diplomatique mondiale contre l'U.R.S.S., et les applaudissements démonstratifs de la presse occidentale, l'opposition a renouvelé son attaque avec beaucoup de vigueur. Le gouvernement, de son côté, se sent encore trop faible pour risquer des élections auxquelles Mikolaczkyk se présenterait comme l'opposition.

Le régime de Tito en Yougoslavie a une origine considérablement différente de celle des autres gouvernements de l'est de l'Europe. Tito, fonctionnaire stalinien vétéran, était le chef du mouvement des partisans yougoslaves, qui fut organisé en 1941 pour harceler les armées allemandes et soutenir l'Union soviétique. Ce soi-disant Mouvement de libération nationale prit des proportions très vastes et assumait, au cours de la guerre, le caractère d'un mouvement de révolution sociale. Il ne combattait pas seulement les nazis et les envahisseurs fascistes, mais aussi les armées de Mikhalovitch, qui représentaient les vieilles classes des propriétaires capitalistes. L'action de ses troupes à travers le pays prit le caractère d'une révolution sociale. Les vieilles classes des propriétaires et des capitalistes furent chassées et des comités représentant les ouvriers et les paysans se chargèrent des organes administratifs du gouvernement, des usines, de la terre. Tito, de même qu'un certain nombre de chefs staliniens, devint un personnage légendaire. Le nouveau gouvernement entra en charge dans des circonstances bien différentes de celles de sa contre-partie polonaise. Il jouissait indubitablement d'un appui formidable parmi les larges couches de la population. Il était, en réalité, le seul gouvernement de l'Europe orientale qui n'ait pas été instauré ou soutenu par l'armée rouge.

Pendant la guerre, néanmoins, la bureaucratization et la répression staliniennes s'accrurent de pair avec le développement du mouvement populaire et la promulgation des mesures sociales révolutionnaires. Car, aussitôt que le gou-